



ANNEXE F – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT RELATIF AU LOGICIEL-SERVICES (SAAS)

DE LA DEMANDE D'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (DAMA) CONCERNANT LES SOLUTIONS DE LOGICIELS-SERVICES (INFONUAGIQUES GC)

TABLE DES MATIÈRES

1.	EXIGENCE.....	3
2.	DURÉE, RÉILIATION ET RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE.....	4
3.	SOLUTION	6
4.	SERVICE.....	7
5.	NIVEAUX DE SERVICE.....	9
6.	DOCUMENTATION.....	9
7.	DOITS ET RECOURS	10
8.	TRAVAUX	162
9.	AUTORISATION DE TACHES (AT).....	165
10.	BASE DE PAIEMENT.....	196
11.	PAIEMENT	196
12.	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES.....	19
13.	LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.....	19
14.	RESPECT DES MEASURES, DES ORDRES PERMANENTS, DES POLITIQUES ET DES REGLES SURE PLACE.....	19
15.	SUSPENSION DES TRAVAUX.....	20
16.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	20
	APPENDICE A – LIVRABLES.....	25
	APPENDICE B – DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS.....	26
	APPENDICE C – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	34
	APPENDICE D - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	41
	APPENDICE E – FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES	43
	APPENDICE F – LVERS RELATIVE AUX LOGICIELS-SERVICES	46
	APPENDICE G – GUIDE DE CLASSIFICATION DE SÉCURITÉ	47

Solution de logiciel-service (SaaS)

Clauses du contrat subséquent

Note aux fournisseurs : La présente version préliminaire des clauses du contrat subséquent vise à constituer le fondement de tous les contrats subséquents à la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Sauf dans les cas indiqués expressément dans les présentes clauses du contrat subséquent, l'acceptation par les fournisseurs de toutes les clauses est une exigence obligatoire de la présente DAMA.

Aucune modification ou autre condition incluse dans la soumission ne s'appliquera au contrat subséquent, même si la proposition fait partie dudit contrat.

Tout fournisseur présentant une soumission qui comprend des énoncés qui laissent entendre que la soumission est fonction de l'apport de modifications aux présentes clauses du contrat subséquent (y compris tous les documents intégrés par renvoi) ou qui comprend des modalités et conditions qui prétendent remplacer ces clauses, sera jugé non recevable. Par conséquent, les fournisseurs qui ont des préoccupations au sujet des présentes clauses du contrat subséquent devraient les communiquer conformément aux dispositions relatives à la présente DAMA.

Si une soumission soulève d'autres questions de droit, le Canada se réserve le droit d'y répondre dans tout contrat subséquent à la présente DAMA. Le fournisseur peut retirer sa soumission s'il juge que les dispositions additionnelles sont inacceptables.

Le présent contrat est conclu entre [NOM DE L'ENTREPRENEUR] (l'« entrepreneur ») et [ENTITÉ DU GOUVERNEMENT DU CANADA] (le « Canada »).

Ce contrat est émis conformément à l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) [numéro d'AMA de la page 1]. Les conditions générales énoncées dans le contrat de sécurité font partie intégrante de ce contrat.

1. Exigence

1.1 L'entrepreneur s'engage à fournir les services et à exécuter les travaux décrits dans le contrat conformément aux modalités établies et à des prix qui ne sont pas supérieurs à ceux indiqués dans l'arrangement en matière d'approvisionnement, à l'annexe C – Solutions SaaS et prix plafonds, ou dans la soumission de l'entrepreneur, selon le cas.

1.2 Services. L'entrepreneur accepte de fournir les services suivants :

- (a) Fournir les services identifiés à l'appendice A, qui inclut au minimum:
 - (i) accorder des droits d'utilisation sur les applications logicielles («solution (s)») identifiées au appendice fournies à une ou à plusieurs solutions fournies ou hébergées par l'entrepreneur;
 - (ii) fournir la documentation de la solution;
 - (iii) assurer la maintenance, la mise à niveau et la mise à jour de la ou des solutions;

- (iv) gérer les incidents et les défauts pour s'assurer que la ou les solutions fonctionnent aux niveaux de service applicables;
- (v) fournir des services d'infrastructure de technologie de l'information accessoires et additionnelle requis.
- (vi) Services d'infrastructure requis pour livrer la solution.

1.3 *(Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Clause facultative à utiliser lorsque des services professionnels sont requis. Si des services professionnels sont requis, n'incluez que les services professionnels qui sont mis à disposition par l'intermédiaire de l'annexe C de l'entrepreneur – Prix plafonds pour les solutions de logiciels et services professionnelles.) Services professionnels.* L'entrepreneur s'engage à fournir les services professionnels suivants, sur demande du Canada, en utilisant le processus d'autorisation de tâches :

- (a) la trousse de formation et de services Guide de démarrage rapide (« GDR »);
- (b) les services de mise en œuvre;
- (c) les services de formation;
- (d) les services d'épuration, de migration et de transition des données;
- (e) les services consultatifs.

1.4 Client. Conformément au contrat, le « client » est _____.

1.5 Réorganisation des clients. Toute forme de restructuration ou de réaménagement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait aux travaux et à la prestation des services (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires additionnels). Le Canada peut désigner une autorité contractante ou un responsable technique de remplacement.

2. Durée, résiliation et renouvellement automatique

Remarque: Cet article sera adapté à l'attribution du contrat pour inclure les clauses de durée fixe ou de durée d'abonnement (section 2.1 – 2.5 OU section 2.1 a-f), selon ce qui s'applique à le Module de mesure correspondante soumise par l'entrepreneur dans l'annexe C applicable ou dans l'offre retenue.

- 2.1 Durée du contrat.** La durée du contrat comprend la période pendant laquelle l'entrepreneur est tenu de fournir les services et d'effectuer les travaux.
- 2.2 Durée initiale.** Le présent contrat entre en vigueur à la date d'attribution du contrat et se termine le [DATE D'EXPIRATION/nombre d'années].
- 2.3 Périodes d'option.** Le Canada peut exercer l'option irrévocable à étendre la durée du contrat jusqu'à la période [série d'extension] [période d'extension] en appliquant les mêmes termes et conditions. L'entrepreneur convient que pendant l'extension de période du contrat, il sera payé conformément aux provisions identifiées dans la section « Paiement de base ». Le Canada peut exercer cette option(s) à

n'importe quel moment en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 90 jours civils avant la date d'expiration du contrat. L'option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

- 2.4 Retrait de renouvellement automatique.** Par la présente, le Canada avise l'entrepreneur qu'il choisit de ne pas renouveler automatiquement la durée de l'obligation. L'entrepreneur accuse réception de l'avis et déclare que le présent contrat ne sera valide que jusqu'à la fin de la période du contrat, tel que défini ci-dessus.
- 2.5 Changement en matière de consommation.** L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'augmenter ou de diminuer sa consommation des produits ou services SaaS détaillés à l'annexe A au moment du renouvellement du contrat. Si la consommation d'un produit ou d'un service de logiciel-service par le Canada est réduite, l'entrepreneur convient qu'aucune pénalité ou augmentation du prix unitaire ne s'applique en conséquence.

OU

2.1 Durée de l'abonnement

- (a) **Services par abonnement.** Le Canada reconnaît que l'entrepreneur peut fournir les services par abonnement, sans avoir la durée du contrat prescrite. Le Canada comprend en outre que, même si une durée du contrat définie est déterminée, l'offre commerciale de l'entrepreneur peut prévoir un renouvellement automatique des services par abonnement.
- (b) **Métriques.** L'entrepreneur s'engage à fournir au Canada l'accès à la solution sur une base d'abonnement, le tout à des prix ne dépassant pas ceux établis dans l'arrangement en matière d'approvisionnement, Annexe C – Solutions SaaS et prix plafonds, ou dans la soumission de l'entrepreneur, selon le cas.
- (c) **Avis de renouvellement automatique.** L'entrepreneur reconnaît que, même si le Canada convient des conditions commerciales habituelles de l'entrepreneur, le Canada est assujéti à un cadre réglementaire juridique régissant les autorisations de dépenses financières.

L'entrepreneur s'engage à fournir une fonctionnalité de notification ou un outil au Canada dans le cadre des services, pour aider le Canada à administrer le contrat. L'entrepreneur convient également d'envoyer des notifications à l'autorité contractante et au responsable technique au moins 60 jours avant l'expiration des services d'abonnement ou de la période contractuelle.

- (d) **Délai de grâce.** L'entrepreneur s'engage à accorder au Canada un délai de grâce facultatif de quatre semaines pour mettre fin à la durée du contrat si le Canada ne met pas fin à son utilisation du service au plus tard à la fin de la durée du contrat définie. En tout temps avant l'expiration du délai de grâce, et nonobstant toute clause de renouvellement automatique ailleurs dans le contrat, l'autorité contractante peut résilier le contrat en avisant par écrit l'entrepreneur de la décision du Canada de résilier le contrat. À la remise de l'avis de résiliation, la résiliation prendra effet immédiatement ou au moment indiqué dans l'avis de résiliation. Le Canada sera libéré de toute autre obligation en vertu du contrat après la date de résiliation et sera expressément libéré de toute prolongation de la durée découlant d'une clause de renouvellement automatique. L'entrepreneur n'appliquera aucune pénalité ou frais additionnel dans ces circonstances.
- (e) **Responsabilité du Canada.** Nonobstant les dispositions relatives au délai de grâce, le Canada demeure responsable de surveiller ses obligations en vertu du contrat, y compris les frais, les dates de

renouvellement et d'expiration, la consommation, l'utilisation, le paiement, la résiliation et les renouvellements.

- (f) **Changement en matière de consommation.** L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'augmenter ou de réduire sa consommation de produits ou de services de logiciel-service décrits à l'annexe A. Si la consommation d'un produit ou d'un service de logiciel-service par le Canada est réduite, l'entrepreneur convient qu'aucune pénalité ou augmentation du prix unitaire ne s'applique en conséquence.

3. Solution

- 3.1 Logiciel-service.** L'entrepreneur fournira la solution en mode de prestation de logiciels-services, ce qui permettra au Canada d'accéder à la solution hébergée par l'entrepreneur et de l'utiliser.
- 3.2 Solution commercialement disponible.** Le Canada reconnaît que la solution est une solution commercialement disponible offerte à d'autres clients. Dans le cadre de la licence d'utilisation de la solution, l'entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du Canada toutes les caractéristiques et fonctionnalités incluses dans la version commercialement disponible de la solution, et d'être responsable des services d'infrastructure informatique accessoires et requis, qui sont tous inclus dans le prix de l'abonnement.
- 3.3 Évolution du logiciel; caractéristiques ou fonctionnalités.** Le Canada reconnaît que la solution ou l'infrastructure connexe peut évoluer au cours de la durée du contrat. L'entrepreneur convient de continuer à fournir les services sous forme de solution commercialement disponible, avec des fonctionnalités ou des caractéristiques et à des conditions qui ne sont pas moins favorables du point de vue matériel qu'au moment de l'attribution du contrat.
- 3.4 Améliorations et évolution de la solution.** Les parties reconnaissent que la technologie et les modèles d'affaires évoluent rapidement et que toute solution fournie au début de la durée du contrat sera inévitablement différente de la solution fournie à la fin de la durée du contrat, et que la ou les méthodes par lesquelles la solution et tout périphérique potentiel sont livrés au Canada soient susceptibles de changer ou d'évoluer et que, au moment de la conclusion du présent contrat, les parties ne puissent envisager tous les biens ou services qui peuvent être livrés aux termes du présent contrat, mis à part le fait qu'ils seront livrés aux utilisateurs. Dans cet esprit, les parties s'entendent sur ce qui suit :
- (a) L'entrepreneur doit maintenir et améliorer continuellement la solution et l'infrastructure tout au long de la durée du contrat sur une base commercialement raisonnable, et doit fournir ces améliorations au Canada dans le cadre de l'abonnement du Canada, sans ajustement de prix si ces améliorations sont également offertes aux autres clients sans frais additionnel.
- (b) Si l'entrepreneur supprime des fonctions de l'offre commerciale de la solution et les offres dans tout autre service ou produit, ou tout service ou produit nouveau, l'entrepreneur doit continuer de les fournir au Canada dans le cadre de l'abonnement du Canada aux services, selon les modalités actuelles du contrat, peu importe si ces autres services ou produits contiennent également des fonctions nouvelles ou additionnelles. L'entrepreneur n'est pas tenu de se conformer au présent paragraphe si la solution acquise par le Canada est toujours offerte par l'entrepreneur parallèlement aux nouveaux services offerts aux autres clients.

- 3.5 Option de déclassement.** Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services avec des caractéristiques principaux et des fonctionnalités non moins favorables, il doit en aviser le Canada par écrit en précisant les circonstances et les autres options possibles, notamment une réduction du prix. Si aucune autre option proposée n'est acceptable pour le Canada, l'entrepreneur accepte de consentir à la résiliation du contrat. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la partie de tout paiement anticipé pour les services qui n'est pas réglé à la date de la résiliation.

4. Service

4.1 Services de la solution

- (a) **Logiciel-service.** L'entrepreneur fournira tous les services dont le Canada a besoin pour accéder à la solution et l'utiliser, tel que précisé l'appendice A.
- (b) **Autorité.** L'entrepreneur déclare et garantit qu'il possède ou qu'il a obtenu et conservera pendant toute la durée du contrat tous les pouvoirs nécessaires, notamment les droits de propriété intellectuelle requis pour fournir les services conformément aux modalités du présent contrat.
- (c) **Indemnisation.** Si quelqu'un allègue que, en raison de l'accès du Canada à des services de solution SaaS ou de leur utilisation par le Canada, cette dernière porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle, le Canada avisera rapidement le fournisseur par écrit de cette réclamation. Dans ces circonstances, ou si quelqu'un allègue que le fournisseur porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle associés à la solution SaaS de ce contrat :

Le fournisseur doit immédiatement prendre l'une des mesures suivantes :

- (i) prendre toutes les mesures nécessaires pour acquiescer les droits et être en mesure de continuer d'offrir les services de la solution au Canada, conformément au contrat;
- (ii) modifier ou remplacer la partie qui porte prétendument atteinte à la totalité de la solution SaaS, et continuer à fournir les services de la solution au Canada, conformément au contrat;
- (iii) si les options ci-dessus ne sont pas viables, fournir un préavis écrit au sujet de la réclamation au Canada et proposer une solution SaaS « de rechange » aux termes de services d'une solution nouvelle ou provisoire, conformément au contrat; fournir les services de la solution nouvelle ou provisoire au même prix que les services de la solution concernée, et ce, pour la durée du contrat, indépendamment du prix commercial du fournisseur pour la solution SaaS de rechange ou de la plus grande fonctionnalité de la solution SaaS de rechange. En outre, le fournisseur accepte de fournir une formation sans frais supplémentaires si le Canada l'exige pour son utilisation de la solution SaaS de remplacement;
- (iv) fournir un préavis écrit au Canada afin de l'informer de la réalisation du contrat, y compris le nom requérant, la nature de la réclamation, le rôle présumé du fournisseur dans la violation alléguée relative à la solution SaaS et une confirmation de l'incapacité du fournisseur à continuer à fournir les services de la solution au Canada conformément au contrat. Pour permettre cette résiliation, le fournisseur doit fournir au Canada un accès accru à toute

donnée du gouvernement du Canada utilisée ou conservée par l'entremise de la solution SaaS à des fins de récupération ou de migration, et rembourser entièrement toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée au cours des 12 derniers mois, ou à partir de la date de la violation, selon le moment qui survient en premier.

Si le fournisseur omet de se conformer à la présente section dans un délai raisonnable, le fournisseur convient de rembourser le Canada pour tous les coûts que ce dernier peut avoir déboursés pour régler la réclamation pour violation, y compris l'approvisionnement de services d'une nouvelle solution.

- (d) **Accessibilité** : L'entrepreneur doit fournir un accès Web à la solution qui n'entrave pas la conformité aux normes d'accessibilité, tel que spécifié par la Norme sur l'accessibilité des sites Web : <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601>.
- (e) **Octroi des droits d'utilisation**. Sous réserve des quantités indiquées à l'annexe A, l'entrepreneur accorde au Canada le droit non exclusif et incessible d'accéder à la solution et de l'utiliser à partir d'un nombre illimité d'endroits, d'appareils et d'environnements d'exploitation, par le biais d'une connexion sécurisée, sans fil, mobile ou autre, par Internet, un navigateur Web ou toute autre technologie de connexion d'accès qui pourrait être disponible.
- (f) **Inclus**: L'entrepreneur déclare et garantit que les services comprennent
 - (i) hébergement et maintenance de la solution,
 - (ii) tous les services d'infrastructure de la technologie de l'information accessoires et supplémentaires requis, conformément à toutes les normes de sécurité requises;
 - (iii) une infrastructure technique conforme à toutes les normes de sécurité requises, permettant au Canada d'utiliser la solution pour traiter les données du client conformément à ses normes de sécurité exprimées, et
 - (iv) un accès et une utilisation sans entrave par le client, quelle que soit la quantité de données créées, traitées ou stockées par la solution, le tout étant inclus dans le prix, sous réserve des quantités indiquées en annexe A.
- (g) **Droits d'utilisation restreints**. Le Canada reconnaît qu'en fournissant les services, l'entrepreneur ne délivre aucun droit de propriété sur un produit logiciel, une composante de la solution ou une infrastructure utilisés par l'entrepreneur pour fournir les services, sauf dans les cas expressément prévus dans une autorisation de tâches. Le Canada ne fera sciemment pas les choses suivantes :
 - (i) distribuer, octroyer une licence, prêter ou vendre la solution;
 - (ii) porter atteinte aux mécanismes de sécurité de la solution ou les contourner;
 - (iii) retirer, modifier ou obscurcir tout avis de droit d'auteur, de marque commerciale ou tout autre avis de propriété figurant sur ou dans la solution.
- (h) **Modalités applicables**. L'entrepreneur a indiqué, et le Canada reconnaît, que l'entrepreneur peut modifier unilatéralement, sans préavis à ses clients, y compris le Canada, les modalités commerciales

selon lesquelles il offre sa solution. L'entrepreneur déclare et garantit qu'une telle modification n'entraînera pas des conditions moins favorables, notamment en ce qui concerne le prix, les niveaux de service et les recours, sans égard à tout avis contraire.

- (i) **Modalités additionnelles.** Les parties conviennent que les modalités, y compris les avis par « clic » ou « fenêtre contextuelle », qui s'appliquent à l'offre commerciale de la solution par l'entrepreneur, y compris les outils de tiers ou l'infrastructure accessoire, ne s'appliquent pas à l'utilisation de la solution par le Canada si ces modalités sont en conflit avec les modalités expresses du présent contrat. Les modalités des outils tiers non spécifiés en tant que service ou solution dans le appendice A ne sont pas assujetties à cette section.
- (j) **Offre commerciale de logiciel-service.** Le Canada reconnaît qu'il acceptera l'offre commerciale de logiciel-service de l'entrepreneur et déclare que, à moins que cela soit explicitement désigné comme travaux ou services à fournir en vertu du présent contrat, le Canada n'exige pas de développement personnalisé, de services de rechange, de niveaux de service, de fonctionnalités ou de caractéristiques.
- (k) **Récupération des données:** L'entrepreneur accepte de rendre les données du Canada disponibles pendant au moins 90 jours après la fin du contrat afin de laisser au client suffisamment de temps pour migrer leurs données vers un nouvel environnement, sans frais supplémentaires pour le Canada.

5. Niveaux de service

L'annexe D, Accords sur les niveaux de service, contient les renseignements précis qui définissent les niveaux et les normes relatifs aux processus et aux attentes en matière de rendement pour les services devant être fournis en vertu du contrat, et doit être lue conjointement avec la section suivante.

- 5.1 Disponibilité.** L'entrepreneur mettra le service à la disposition du Canada en stricte conformité avec la documentation sur la solution et l'annexe D, Accords sur les niveaux de service.
- 5.2 Crédits de service.** L'entrepreneur accordera au Canada les crédits de service applicables s'il n'atteint pas les niveaux de disponibilité de la solution de temps de disponibilité définis à l'annexe D, Accords sur les niveaux de service.
- 5.3 Exclusions.** L'entrepreneur précisera expressément toute exclusion des niveaux de disponibilité de la solution indiqués à l'annexe D, Accords sur les niveaux de service.
- 5.4 Services de soutien.** L'entrepreneur fournira un soutien technique en stricte conformité avec l'annexe D, Accords sur les niveaux de service.
- 5.5 Acheminement au palier hiérarchique approprié.** L'entrepreneur peut prévoir un processus de recours hiérarchique pour le règlement des différends, qui est décrit à l'annexe D, Accords sur les niveaux de service.
- 5.6 Pas d'infraction.** L'entrepreneur garantit **qu'à sa connaissance**, rien dans la solution, ou dans l'utilisation de la solution par le Canada, ne constitue ou ne constituera une appropriation illicite de la propriété intellectuelle ou des autres droits d'un tiers ni ne les enfreindra.

6. Documentation

6.1 Documentation sur la solution. L'entrepreneur doit fournir au Canada, au moment de l'attribution du contrat, l'accès à la documentation sur la solution commercialement disponible. L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation sur la solution à des conditions commercialement raisonnables.

6.2 Autres documents. L'entrepreneur doit fournir toute documentation nécessaire à l'exécution des travaux, ou y donner accès.

6.3 Droits de traduction. L'entrepreneur convient que le Canada peut traduire tout produit livrable écrit, y compris la documentation sur la solution ou les documents de formation, en anglais ou en français. L'entrepreneur reconnaît que toutes les traductions appartiennent au Canada et ce dernier n'a aucune obligation de les remettre à l'entrepreneur. Tous les documents qui sont traduits par le Canada incluront l'avis de droit d'auteur ou de droit de propriété qui faisait partie du document original. L'entrepreneur ne peut être tenu responsable des erreurs techniques qui se produisent en raison d'une traduction faite par le Canada.

6.4 Droit d'accorder des licences. L'entrepreneur garantit qu'il a le droit d'accorder une licence à l'égard du logiciel comme service et qu'il est pleinement autorisé à accorder au Canada les droits octroyés conformément au contrat. L'entrepreneur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi ont été obtenus. Le Canada convient que son seul recours et les seules obligations de l'entrepreneur concernant un non-respect de cette garantie sont le recours et les obligations énoncés à la section 4.1(c) « Indemnisation » contenue à l'annexe F des articles de l'entente.

6.5 Documentation défectueuse. Si, à tout moment de la durée du contrat, le Canada avise l'entrepreneur d'un défaut ou d'une non-conformité dans une partie de la documentation livrée avec les travaux, l'entrepreneur corrigera le défaut ou la non-conformité dès que possible, et à ses propres frais. Le Canada peut fournir à l'entrepreneur des renseignements sur les défauts ou la non-conformité dans d'autres documents, y compris la documentation sur la solution, à titre d'information seulement.

7. Droits et recours

7.1 Les droits sont cumulatifs :

Tous les droits et recours prévus dans le contrat ou par la loi sont cumulatifs et non exclusifs.

7.2 Résiliation pour manquement

- (a) **Avis de défaut :** L'autorité contractante peut signifier à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation pour défaut d'une partie ou de la totalité du contrat. L'avis indiquera la violation, les circonstances pertinentes, toute période de correction proposée, les travaux ou services touchés (en cas de résiliation partielle), toute exigence de plan d'action, tout service de transition ou de migration requis, et la date effective de résiliation. L'avis précisera également si le Canada se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts supplémentaires.
- (b) **Conformité de l'entrepreneur :** L'entrepreneur doit se conformer aux exigences de l'avis.
- (c) **Défaut totale :** Si, de l'avis raisonnable du Canada, le défaut de l'entrepreneur constitue une violation totale ou importante du contrat, le Canada peut immédiatement résilier le contrat par l'avis.

Pour plus de clarté, l'opinion du Canada peut être fondée sur des circonstances, y compris, mais sans s'y limiter :

- (i) La non-exécution par l'entrepreneur d'une obligation contractuelle importante;
 - (ii) L'entrepreneur semble irréfutablement incapable d'exécuter une obligation contractuelle importante, en raison de facteurs indépendants de sa volonté. Pour plus de clarté, cela comprend l'insolvabilité réelle ou apparente, l'incapacité répétée de remettre des produits livrables acceptables dans le cadre de ce contrat ou d'autres contrats similaires avec le Canada,
 - (iii) La violation multiple ou répétée et non corrigée par l'entrepreneur d'une obligation contractuelle intermédiaire;
 - (iv) Le défaut de l'entrepreneur a un impact négatif sur les opérations du gouvernement.
- (d) **Autre défaut :**
- (i) Si les manquements de l'entrepreneur ne sont pas des manquements totaux, le Canada déterminera une période de redressement au cours de laquelle l'entrepreneur devra remédier au manquement, ce qui pourrait exiger un plan d'action.
 - (ii) Si, en réponse à l'avis, l'entrepreneur indique son incapacité ou son refus de remédier au défaut, le Canada peut résilier immédiatement le contrat pour défaut.
 - (iii) Si le contrat (y compris toute autorisation de tâches individuelle) précise qu'un manquement particulier ne fera l'objet d'aucune période de redressement, le Canada peut résilier le contrat pour manquement immédiatement sans donner l'occasion de corriger le manquement.
- (e) Le Canada n'est pas tenu d'aviser l'entrepreneur de tout manquement. Les parties conviennent que le Canada peut choisir de ne pas utiliser ce processus d'avis officiel ou de prolonger le délai accordé à l'entrepreneur, et que ni l'un ni l'autre ne doit être interprété comme une renonciation du Canada à tout droit ou un acquiescement au défaut de l'entrepreneur.
- (f) Si le Canada résilie le contrat pour manquement, il ne paiera que les travaux ou les services livrés et acceptés avant la date de résiliation. Le Canada ne paiera aucun montant excédant la valeur des travaux ou des services acceptés. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la partie de tout paiement anticipé pour les services qui n'est pas réglé à la date de la résiliation.

7.3 Résiliation pour raisons de commodité

- (a) **Avis de résiliation :** L'autorité contractante peut signifier à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation pour raisons de commodité d'une partie ou de la totalité des travaux. L'avis indiquera la date effective de la résiliation, les travaux concernés (en cas de résiliation partielle), et tous les services de transition ou de migration requis. L'entrepreneur doit se conformer aux exigences de l'avis, y

compris continuer à exécuter ou à livrer les services ou les travaux qui ne sont pas touchés par la résiliation.

- (b) L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la partie de tout paiement anticipé pour les services qui n'est pas réglé à la date de la résiliation.
- (c) Si, en vertu de l'alinéa a), le Canada met fin à ses activités :
 - a. **Travaux.** Le Canada paiera à l'entrepreneur les coûts raisonnables liés à la cessation des travaux, à l'exclusion des coûts liés au licenciement des employés, à moins que l'entrepreneur ne démontre que ces coûts découlent d'obligations légales.
- (d) Les parties conviennent que ces montants représentent une estimation réelle des dommages et intérêts liquidés qui résulteraient pour l'entrepreneur d'une résiliation anticipée du contrat, et non une pénalité.

8. Travaux *(Clauses facultatives à utiliser lorsque des services professionnels sont requis)*

Toutes les clauses relatives aux Travaux s'appliquent uniquement aux Travaux tels que définis à l'Annexe B et non aux Services.

8.1 Services professionnels

- (a) **Services professionnels.** L'entrepreneur doit exécuter et fournir au Canada les services professionnels (les « travaux ») décrits dans une autorisation de tâches (AT).
- (b) **Exécution des travaux; garantie.** L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit : a) il a les compétences pour exécuter les travaux; b) il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux; c) il a les qualifications nécessaires, y compris les connaissances, les compétences, le savoir-faire et l'expérience, pour exécuter les travaux avec efficacité.
- (c) **Rigueur des délais :** Il est essentiel que les travaux soient livrés au plus tard à la date indiquée dans l'autorisation de tâche.

8.2 Recours

- (a) **Travaux.** Si à tout moment pendant la période de garantie, les travaux ne respectent pas les obligations de garantie, l'entrepreneur doit le plus tôt possible, à la demande du Canada, corriger à ses propres frais toute erreur ou tout défaut et apporter les modifications nécessaires aux travaux.
- (b) **Documentation.** Si à tout moment pendant la période de garantie, le Canada découvre un défaut ou une non-conformité dans une partie des travaux, l'entrepreneur doit le plus tôt possible corriger à ses propres frais le défaut ou la non-conformité.

- (c) **Droit du Canada à un recours.** Si l'entrepreneur ne s'acquitte pas d'une obligation prévue dans le présent contrat dans un délai raisonnable après avoir reçu un avis, le Canada aura le droit de remédier ou de faire remédier aux travaux défectueux ou non conformes aux frais de l'entrepreneur. Si le Canada ne souhaite pas corriger ou remplacer les travaux défectueux ou non conformes, le prix contractuel sera réduit de façon équitable.

8.3 Sous-traitance

- (a) **Conditions de sous-traitance.** L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution des travaux, mais seulement si (i) l'entrepreneur obtient le consentement écrit préalable de l'autorité contractante, (ii) le sous-traitant est lié par les termes du présent contrat, et (iii) l'entrepreneur demeure responsable envers le Canada pour tous les travaux effectués par le sous-traitant.
- (b) **Exceptions au consentement de sous-traitance.** L'entrepreneur n'est pas tenu d'obtenir le consentement de l'autorité contractante à l'égard des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, sans le consentement de l'autorité contractante : (i) acheter des produits courants « Off-the-shelf » en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires; (ii) sous-traiter tous les services accessoires qui seraient normalement sous-traités dans l'exécution des travaux; et (iii) permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas (i) et (ii).

8.4 Retard justifiable

- (a) **Sans la responsabilité.** L'entrepreneur n'est pas responsable des retards d'exécution ni de l'inexécution due à des causes au-delà de son contrôle qui ne pouvaient raisonnablement être prévues ou évitées par des moyens raisonnablement accessibles à l'entrepreneur, pourvu que l'entrepreneur avise l'autorité contractante du retard ou de la probabilité du retard dès qu'il en prend connaissance (ce qu'on appelle « **retard justifiable** »).
- (b) **Avis.** L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les 15 jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin d'atténuer les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
- (c) **Livraison et dates d'échéance :** Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable fera l'objet d'un report raisonnable dont la durée n'excédera pas la durée du retard justifiable.
- (d) **Non-responsabilité des coûts pour le Canada :** Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter de l'une de ses obligations en vertu du contrat.
- (e) **Droit de résiliation.** Si un tel événement empêche l'exécution du contrat pendant plus de 30 jours civils, l'autorité contractante peut alors choisir de résilier l'autorisation de tâches ou une partie ou la totalité du présent contrat sans qu'il y ait faute, ce qui signifie qu'aucune des parties ne sera responsable envers l'autre relativement au retard justifiable ou à la résiliation subséquente, et le

Canada ne sera que responsable du paiement des services reçus à la date effective de la résiliation.

8.5 Services professionnels : Services de transition

- (a) **Migration.** L'entrepreneur convient qu'en raison de la nature des services stipulés au contrat, le Canada peut exiger qu'ils soient fournis sans interruption. Avant la transition vers le nouvel entrepreneur ou au Canada, l'entrepreneur devra fournir toute l'information et la documentation opérationnelle, techniques, conceptuelles et de configuration nécessaires à la transition, dans la mesure où il ne s'agit pas de renseignements confidentiels de l'entrepreneur. L'entrepreneur déclare et garantit qu'il n'entravera pas, directement ou indirectement, l'accès du Canada aux données du Canada ou leur transfert.
- (b) **Services de migration et de transition.** L'Entrepreneur accepte que, dans la période précédant la fin de la période du contrat, si des services de migration ou de transition sont demandés par le Canada, il aidera raisonnablement le Canada dans la transition du contrat à un nouveau contrat avec un autre fournisseur et/ ou migrer les Données du Client vers un nouvel environnement de fournisseur, dans la mesure où ces services sont rendus commercialement disponibles à d'autres clients. Il n'y aura pas de frais pour ces services autres que ceux indiqués dans la base de paiement.

8.6 Inspection et acceptation des travaux

- (a) **Inspection par le Canada :** Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts ou des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.
- (b) **Procédures d'acceptation :** Sauf disposition contraire du contrat, les procédures d'acceptation sont les suivantes :
 - (i) Une fois les travaux sont terminés, l'entrepreneur doit en aviser l'autorité technique par écrit, avec copie à l'autorité contractante, en se référant à la présente disposition du contrat et en demandant l'acceptation des travaux;
 - (ii) Le Canada disposera de 30 jours à compter de la réception de l'avis pour effectuer son inspection (la « **période d'acceptation** »).
- (c) **Défauts et soumission à nouveau des produits livrables :** Si le Canada découvre un défaut durant la période d'acceptation, l'entrepreneur devra le régler le plus tôt possible et aviser le Canada par écrit une fois les travaux terminés, après quoi le Canada aura le droit d'inspecter à nouveau les travaux avant leur acceptation, et la période d'acceptation recommencera. Si le Canada détermine qu'un produit livrable est incomplet ou déficient, il n'est pas tenu de désigner tous les articles manquants ou tous les défauts avant de rejeter le produit livrable.
- (d) **Accès aux lieux :** L'entrepreneur doit permettre aux représentants du Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants du Canada peuvent procéder à leur gré à des examens et à des vérifications.

L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, tous les échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants du Canada peuvent raisonnablement exiger pour l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Canada.

- (e) **Inspection de la qualité par l'entrepreneur :** L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison au Canada. Tous les produits livrables soumis par l'entrepreneur doivent être d'une qualité professionnelle, exempts d'erreurs typographiques et autres erreurs, et conformes aux normes les plus élevées de l'industrie.
- (f) **Registre des inspections :** L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition du Canada, sur demande. Les représentants du Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat.
- (g) **Rétroaction informelle :** À la demande de l'entrepreneur, le Canada peut fournir une rétroaction informelle avant que tout produit livrable ne soit officiellement soumis pour acceptation. Toutefois, cela ne doit pas être utilisé comme une forme de contrôle de la qualité des travaux de l'entrepreneur. Le Canada n'est pas tenu de fournir une rétroaction informelle.

9. Autorisation de tâches (AT) (clause facultative à utiliser lorsque des services professionnels sont requis)

Les services professionnels de l'entrepreneur en vertu du présent contrat doivent être réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT).

9.1 Forme et contenu de l'AT. Une AT contiendra a) le numéro du contrat et le numéro de l'AT, b) les détails des activités et des ressources requises, c) une description des produits livrables, d) un calendrier indiquant les dates d'achèvement des principales activités ou les dates de soumission des produits livrables, e) les exigences de sécurité et f) les coûts.

9.2 Réponse de l'entrepreneur à l'AT. L'entrepreneur doit fournir au Canada, dans la période mentionnée dans l'AT, le coût estimatif total proposé pour l'exécution du travail et une répartition des coûts, établie conformément aux honoraires. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'AT.

9.3 Limite de l'AT et pouvoirs d'attribuer des AT de façon officielle. Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit être signée par l'autorité canadienne concernée comme indiqué dans le présent contrat. Tous les travaux effectués par l'entrepreneur sans avoir reçu une AT valide seront effectués à ses propres risques.

9.4 Rapports d'utilisation périodique. L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux AT approuvées attribuées dans le cadre du présent contrat.

- 9.5 Regroupement d'AT pour des raisons administratives.** Le présent contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des AT valides attribuées à ce jour et de consigner les travaux réalisés dans le cadre de ces AT à des fins administratives.

10 Base de paiement

Remarque: Cet article sera ajusté à l'attribution du contrat pour inclure la base et la méthode de paiement soumises par l'entrepreneur à l'annexe D, Accords sur les niveaux de service ou à la soumission gagnante.

- 10.1 Abonnement.** En ce qui concerne les services, y compris l'accès à la solution et son utilisation, la documentation sur la solution, les services de soutien et les services d'infrastructure de technologie de l'information accessoires et additionnels requis (tous les services décrits dans le présent contrat qui ne sont pas des travaux), le Canada doit payer les prix détaillés à l'annexe C – Catalogue de Solutions de logiciels-services et Prix Plafonds, ou dans la soumission de l'entrepreneur, le cas échéant.
- 10.2 Services professionnels fournis** conformément à une autorisation de tâches *(Clause facultative à utiliser lorsque des services professionnels sont requis.)* Pour les services professionnels demandés par le Canada, conformément à une autorisation de tâches délivrée de façon valide, le Canada paiera l'entrepreneur, à terme échu, jusqu'au prix maximal de l'autorisation de tâches, pour le temps réel travaillé et les produits livrables qui en résultent/le prix ferme établi dans l'autorisation de tâches, conformément aux taux journaliers fermes tout compris établis dans l'Annexe C – Solutions SaaS et prix plafonds ou dans la soumission de l'entrepreneur, selon le cas. Les taxes sont extra.
- 10.3 Frais de soutien sur place.** Si le Canada l'approuve à l'avance, l'entrepreneur recevra les taux de main-d'œuvre horaires ou quotidiens précisés dans le contrat, ainsi que les frais de déplacement et de subsistance raisonnables et appropriés engagés par l'entrepreneur dans le cadre des services sur place. Les frais de déplacement et de subsistance ne seront remboursés que conformément aux indemnités de repas et de véhicule particulier prévues dans la Directive sur les voyages du Conseil national mixte, telle que modifiée de temps à autre. Tous ces frais pré approuvés devront être facturés au Canada comme frais distincts.
- 10.4 Certification des prix.** L'entrepreneur atteste que le prix proposé n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris à son meilleur client, pour une qualité et une quantité semblable de biens, de services ou les deux.

11 Paiement

11.1 Factures

- (a) **Présentation des factures.** L'entrepreneur doit présenter des factures pour les services et la livraison des travaux, le cas échéant.

- (b) **Exigences de facturation.** Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur et doivent contenir :
- (i) la date, le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les livrables ou la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client (NRC), le numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) et le ou les codes financiers;
 - (ii) des renseignements sur les dépenses (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas) conformément à la base de paiement, excluant les taxes applicables;
 - (iii) les taxes applicables doivent être indiquées sur une ligne distincte avec les numéros d'enregistrement correspondants des autorités fiscales, et tous les éléments qui sont détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être désignés comme tels sur toutes les factures;
 - (iv) les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
 - (v) le report des totaux, s'il y a lieu.
- (c) **Taxes**
- (i) **Paiement des taxes.** Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation des factures. Il incombe à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales concernées le montant de taxes applicables versées ou exigibles.
 - (ii) **Retenue pour les non-résidents.** Le Canada doit retenir 15 % du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur à l'égard de toute dette fiscale exigible par le Canada.
- (d) **Certification des factures.** L'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

11.1.1 Période de paiement. Le Canada paiera le montant non contesté de la facture de l'entrepreneur dans les 30 jours suivant sa réception. Dans l'éventualité où une facture n'est pas dans une forme et un contenu acceptables, le Canada en avisera l'entrepreneur et le délai de paiement de 30 jours débutera à la réception d'une facture conforme.

11.2 Intérêts sur les paiements en retard. Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 % par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement, à condition que le Canada soit responsable du retard de paiement à l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

11.3 Mode de paiement

- (a) Le Canada versera au contracteur le paiement des services, soit à l'avance, soit à terme échu, conformément à l'annexe C– Solutions SaaS et prix plafonds ou à la soumission de l'entrepreneur, selon le cas. Lorsque le paiement est effectué à l'avance, la période de paiement anticipé ne dépasse pas 12 mois. Le paiement anticipé n'empêche pas le Canada d'exercer un recours à l'égard de ce paiement ou de la prestation des services.
- (b) Si le Canada conteste une facture pour quelque raison que ce soit, il réglera à l'entrepreneur la tranche de la facture non contestée, à la condition que les articles non contestés soient indiqués distinctement sur la facture et que leur paiement soit exigible. Dans le cas des factures contestées, elles ne seront réputées reçues aux fins de la section 11.3 qu'une fois le litige réglé.

11.4 Limite des dépenses.

- (a) Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(Remarque à l'intention de l'autorité contractante : La clause suivante peut être utilisée lorsque les services en nuage sont basés sur la consommation (plutôt que sur une période d'abonnement définie), afin d'aider à garantir que les clients ne dépassent pas la quantité/les coûts indiqués à l'appendice A).

- (b) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de ____ \$. Les droits de douane sont ____ (*insérer « inclus », « exclus » ou « assujettis à une exemption »*), et les taxes applicables sont en sus.
- (c) L'entrepreneur s'engage à fournir une fonctionnalité de notification ou un outil au Canada dans le cadre des services, pour aider le Canada à administrer le contrat.

L'entrepreneur convient également d'informer par écrit l'autorité contractante et le responsable technique pour les raisons suivantes, selon la première éventualité :

- (i) lorsque 75 % de la somme est engagée;
 - (ii) lorsqu'il reste quatre mois avant l'expiration des services d'abonnement ou de la période contractuelle;
 - (iii) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat ne suffisent pas à l'achèvement des travaux;
- (d) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du marché sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

11.5 Paiement électronique des factures. L'entrepreneur accepte d'être payé à l'aide des instruments de paiement électronique suivants :

- (a) dépôt direct (national et international);
- (b) échange de données informatisé;

- (c) virement télégraphique (international seulement);
- (d) système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 millions de dollars); ou
- (e) Carte d'achat (Visa ou MasterCard), dans la mesure où ce type de paiement est commercialisé par l'entrepreneur comme mode de paiement

12 Exigences en matière d'assurances.

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance contractée et maintenue par l'entrepreneur est aux frais de ce dernier et pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

13 Limitation de responsabilité

13.1 Responsabilité de première partie

- (a) Exécution du contrat : L'entrepreneur est entièrement responsable de tous les dommages subis par le Canada, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur.
- (b) Fuite de données: L'entrepreneur est entièrement responsable de tous les dommages subis par le Canada, causés par une infraction à la sécurité ou un manquement à l'obligation de confidentialité entraînant la consultation ou la divulgation non autorisées de dossiers, de données ou de renseignements appartenant au Canada ou à un tiers.
- (c) Limitation par incident : Sous réserve de la clause suivante, quel que soit le fondement ou la nature de la réclamation, la responsabilité totale par incident de l'entrepreneur n'excédera pas la valeur cumulative des factures liées au contrat au cours des douze (12) mois précédant l'incident.
- (d) Aucune limitation: La limitation de responsabilité susmentionnée de l'entrepreneur ne s'applique pas :
 - (i) à toute inconduite volontaire ou à tout acte répréhensible délibéré;
 - (ii) à tout manquement aux obligations relatives à la garantie.

13.2 Responsabilité de tierce partie : Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à un tiers dans le cadre du contrat, que la réclamation soit déposée par le tiers auprès du Canada ou de l'entrepreneur, ou des deux. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord conclu entre les parties ou déterminé par la cour. Les parties conviennent de se rembourser mutuellement tout paiement à un tiers au titre de dommages causés par l'autre partie, et l'autre partie accepte de rembourser rapidement sa part de responsabilité.

14 Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué.

15 Suspension des Travaux

- a) L'autorité contractante peut, à tout moment, par avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les travaux ou une partie des travaux du contrat pour une période allant jusqu'à 180 jours. L'entrepreneur doit immédiatement se conformer à un tel ordre de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Durant la période pendant laquelle cet ordre est en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas retirer aucune partie des travaux des lieux des travaux avant d'en avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la part de l'autorité contractante. Durant la période de 180 jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en tout ou en partie, selon la(les) section(s) [insérer la section intitulée 7.2 ou 7.3 dans l'annexe F – Clauses du contrat subséquent.
- b) Lorsqu'un ordre est donné selon le paragraphe (a), à moins que l'autorité contractante résilie le contrat pour raisons de manquement de la part de l'entrepreneur ou que l'entrepreneur abandonne le contrat, l'entrepreneur aura droit au paiement de frais additionnels qui auront été encourus suite à la suspension en plus d'un profit équitable et raisonnable.
- c) Lorsqu'un ordre donné selon le paragraphe (a) est annulé, l'entrepreneur doit reprendre les travaux selon les conditions du contrat dès que pratiquement faisable. Si la suspension a affecté la capacité de l'entrepreneur à respecter la date de livraison selon les conditions du contrat, la date pour l'exécution des travaux qui ont été affectés par la suspension sera prolongée pour une période équivalente à la période de suspension en plus d'une période, le cas échéant, qui, de l'avis de l'autorité contractante, et après consultation avec l'entrepreneur, est nécessaire pour que l'entrepreneur puisse reprendre les travaux. Tout ajustement équitable sera effectué au besoin à toute condition du contrat qui aura ainsi été affectée.

16 Dispositions générales

16.1 Lois applicables. Le présent contrat sera interprété et régi selon les lois en vigueur en [PROVINCE].

16.2 Survie. Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues dans le contrat ainsi que les dispositions qu'il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations, qu'elles devraient rester en vigueur, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

16.3 Divisibilité. Si une disposition de ce contrat est déclarée inexécutable par un tribunal faisant autorité, le reste de ce contrat reste en vigueur.

16.4 Renonciation. Le défaut ou la négligence par une partie d'appliquer les droits en vertu du présent contrat ne sera pas considéré comme une renonciation à ses droits.

16.5 Aucun pot-de-vin. L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.

16.6 Honoraires conditionnels. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonnée au degré de succès ou calculée en fonction du degré de succès obtenu dans la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, et « personne » signifie tout particulier qui est tenu de fournir au registraire une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), 1985, ch. 44 (4^e suppl.).

16.7 Sanctions internationales.

- (a) Les Canadiens et les Canadiennes et les ressortissants canadiens à l'étranger sont liés par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis à des [sanctions économiques](#).
- (b) Le fournisseur ne doit livrer au gouvernement du Canada aucun bien ni aucun service assujetti à des sanctions économiques.
- (c) L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées aux règlements imposés pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat à la suite de l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou de l'ajout de biens ou de services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité, conformément à la section 18.2.

16.8 Dispositions relatives à l'intégrité – Contrat. La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») et toutes les directives incorporées par renvoi à l'invitation à soumissionner à sa date de clôture sont intégrées au contrat et en font partie intégrante. L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions de la politique et des directives; celles-ci se trouvent sur le site internet de Travaux publics et Services gouvernement Canada sous [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).

16.9 Code de conduite pour l'approvisionnement – Contrat. L'entrepreneur accepte de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et d'être lié par celui-ci pendant la durée du contrat.

16.10 Code régissant les conflits d'intérêts et code de valeurs et d'éthique de la fonction publique. L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la [Loi sur les conflits d'intérêts](#), 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

16.11 Pouvoirs

Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom :

Titre :

Organisation :

Traiter :

Téléphone :

Courriel :

L'autorité contractante doit recevoir une copie de la facture pour le dossier et l'examen du Canada.

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom :

Titre :

Organisation :

Traiter :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés conformément au contrat. Il s'occupe de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus au contrat. Il est possible de discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, ce dernier n'est pas habilité à autoriser des modifications à la portée des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Personne-ressource administrative du client

Personne-ressource administrative du client :

Nom :

Titre :

Organisation :

Traiter :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

La personne-ressource administrative du client doit recevoir la facture originale. Toutes les demandes de renseignements relatives aux demandes de paiement doivent être adressées à la personne-ressource *administrative du client*.

Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur est :

Nom :

Titre :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

Octroi de mandataire (si cela s'applique)

L'entrepreneur avise le Canada et ce dernier reconnaît qu'il a l'intention de désigner l'un de ses partenaires autorisés comme agent autorisé (l'"agent autorisé") pour remplir certaines obligations contractuelles pour le compte de l'entrepreneur pendant la durée du contrat, comme défini dans la section Portée ci-dessous.

L'entrepreneur désigne son partenaire autorisé (***à compléter lors de l'attribution du contrat***) en tant qu'agent autorisé en vertu du contrat.

Le contact de l'agent autorisé est:

Prénom:

Titre:

Téléphone:

Facsimilé:

Adresse e-mail:

L'entrepreneur accepte de fournir à l'autorité contractante un avis écrit de 30 jours à l'avance de l'un des éléments suivants:

- (i) le remplacement de tout partenaire autorisé en tant qu'agent agréé,
- (ii) toute modification de l'étendue des pouvoirs délégués à l'agent autorisé, et
- (iii) la résiliation de l'agent autorisé.

L'entrepreneur accepte, à la demande de l'autorité contractante, de retirer ou de remplacer immédiatement l'agent autorisé. Le retrait ou le remplacement de l'agent autorisé s'ajoute à tout autre recours que le Canada peut invoquer. Une violation par un agent autorisé est une violation par l'entrepreneur lui-même.

16.12 Portée du pouvoir de l'agent

(Remarque à l'intention de l'autorité contractante : La clause ci-dessous doit seulement être incluse lorsque l'entrepreneur accorde un agent autorisé pour remplir certaines obligations contractuelles, et peut sinon être supprimée si elle n'est pas applicable)

Le contractant déclare que l'agent autorisé désigné est autorisé à traiter pour le compte du contractant des transactions liées à la fourniture des biens et services dans le cadre du contrat, dans les limites suivantes: négociation des prix, fourniture des informations de facturation, facturation, fourniture de services de rapport de consommation et réception Paiement.

L'entrepreneur accepte que, sur preuve du paiement, tout paiement effectué par le Canada à l'agent autorisé sera considéré comme un paiement à l'entrepreneur lui-même. Cette relation de mandat (par laquelle l'agent autorisé s'acquitte de ses obligations contractuelles pour le compte de l'entrepreneur) ne modifie pas, ne diminue ou ne modifie aucune des responsabilités de l'entrepreneur en vertu du contrat. L'entrepreneur convient et comprend qu'il est le seul responsable de s'assurer que tous ses agents autorisés se conforment aux modalités applicables du contrat. Si l'agent autorisé ne se conforme pas aux modalités applicables, l'entrepreneur doit, sur avis écrit de l'autorité contractante, remplir immédiatement ces obligations sans frais supplémentaires pour le Canada.

17. Droits d'utilisation du logiciel-service (DULS)

Seules les modalités des droits d'utilisation des logiciels, détaillés au point 3.2, Section I : Soumission technique, (c) (viii), relatifs aux droits d'utilisation des logiciels s'appliqueront. Toute modalité contenue à l'annexe O – DULS, qui comprend des renseignements sur les prix, comme (mais sans s'y limiter) les modalités qui tentent d'imposer des conditions financières, des clauses de prix ou des pénalités de conformité, sera jugée comme étant supprimée, nulle et sans effet.

Le présent contrat de licence a été signé par les parties

[NOM DE L'ENTREPRENEUR]

[AUTHORITE CONTRACTANTE]

Par:

Par:

Nom:

Nom:

Titre:

Titre:

APPENDICE A – LIVRABLES (estimation des besoins)

1. TABLE 1 – LISTE DES LIVRABLES INITIALES

Table 1 - LISTE DES LIVRABLES INITIALES							
Numéro d'article	Nom du produit du fournisseur (Voir appendice C)	Numéro de pièce du fournisseur (Voir appendice C)	Unité de mesure (Voir appendice C)	Période	Qté	Prix unitaire	Prix calculé
1							
...							
Sub-Total:							\$0.00

2. TABLE 2 - LISTE DES LIVRABLES OPTIONNELS *(si applicable)*

Table 2 - LISTE DES LIVRABLES INITIALES							
Numéro d'article	Nom du produit du fournisseur (Voir appendice C)	Numéro de pièce du fournisseur (Voir appendice C)	Unité de mesure (Voir appendice C)	Période	Qté	Prix unitaire	Prix calculé
1							
...							
Sub-Total:							\$0.00

APPENDICE B – DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes ci-après ont les acceptions suivantes :

TERMES	DÉFINITIONS
« Accord sur les niveaux de service (ANS) »	Contrat entre un fournisseur de services (interne ou externe) et l'utilisateur final qui définit le niveau de service attendu du fournisseur de services.
« Appareil »	Désigne tout équipement muni d'une unité centrale (CPU), d'une mémoire de grande capacité, d'unités d'entrée-sortie comme un clavier et un écran, et comprend les serveurs, les postes de travail, les ordinateurs portatifs, les assistants numériques personnels et l'équipement informatique mobile.
« Autorité contractante »	Désigne la personne désignée comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter le Canada dans l'administration du contrat;
« Biens »	Toutes les ressources en matière de technologies de l'information auxquelles le fournisseur a accès ou les ressources de cette nature qu'il utilise ou gère pour assurer la prestation et la livraison des services décrits dans la présente entente (y compris, non exclusivement, toutes les ressources technologiques se trouvant aux points de services du fournisseur, ou encore, dans un centre de données, un réseau, un dispositif de stockage, des serveurs, des plateformes de virtualisation, des systèmes d'exploitation, des inter-logiciels et des applications du fournisseur ou d'un sous-traitant de celui-ci).
« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État »	Désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce dernier ou, s'il y a lieu, un ministre compétent à qui le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a délégué ses pouvoirs, fonctions ou attributions et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre;.
« Client »	Désigne le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés.
« Contrat »	Désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales, appendices, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties.
« Coût »	Désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du contrat.

« Date de paiement »	Désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat.
« Disponibilité du logiciel »	Désigne le pourcentage de minutes au cours d'un mois pendant lequel le logiciel est opérationnel.
« Documentation du logiciel »	Désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage humain intelligible que l'entrepreneur doit fournir au Canada conformément au contrat et qui sera utilisée conjointement avec le logiciel.
« Données du Canada »	Les informations ou les données, peu importe leur forme ou leur format : (A) communiquées par des membres du personnel, des clients, des partenaires, des participants d'une coentreprise, des concédants de licence ou des fournisseurs du Canada, ou se rapportant à ceux-ci; (B) communiquées par des utilisateurs finaux des services ou se rapportant à ceux-ci; (C) recueillies, utilisées ou traitées par les services, ou stockées pour ceux-ci, à savoir, directement ou indirectement : (i) divulgués au fournisseur ou aux sous-traitants du fournisseur par le Canada ou les utilisateurs finaux ou en leur nom; (ii) auxquelles le fournisseur ou ses sous-traitants peuvent avoir accès, de façon intentionnelle ou accidentelle; (iii) se trouvant sur un quelconque bien ou sur un autre réseau, système ou matériel utilisé ou géré pour le Canada par le fournisseur pour les services et les services du fournisseur, y compris l'infrastructure du fournisseur; (iv) générées, développées, acquises ou obtenues autrement par le fournisseur, l'un de ses sous-traitants ou un sous-traitant ultérieur dans le cadre de la prestation des services et, (v) comprend tous les renseignements dérivés de ces renseignements et toutes les métadonnées faisant partie de ces renseignements ou qui y sont associées. Il est entendu que les « données du Canada » comprennent la totalité de l'information et des données stockées ou traitées par l'entremise des services, des biens ou de l'infrastructure du fournisseur.
« Données du Client »	Signifie (i) toutes les données fournies au contractant par le client ou à sa demande en relation avec la solution et (ii) tout le contenu que le contractant développe et livre au client, et que le client accepte, conformément au présent contrat.
« Dossier »	Tout exemplaire papier ou des données sous forme lisible par machine comprenant des renseignements personnels ou des données du Canada.
« Droits d'utilisation »	Signifie l'octroi de l'accès et l'utilisation d'une solution, parfois appelés licence d'abonnement.
« Durée du contrat »	Signifie la période pendant laquelle l'entrepreneur est tenu de fournir les services et d'effectuer les travaux.

« Éditeur de logiciel-service »	Signifie l'entité qui possède, opère, maintient et distribue les solutions logiciel-service.
« En souffrance »	S'entend d'une somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible en vertu du contrat.
« Entrepreneur »	Désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada les services et/ou les travaux.
« Erreur logique »	Désigne toute instruction ou tout énoncé présent ou absent dans le code du logiciel qui, par sa présence ou son absence, empêche le logiciel de fonctionner conformément aux spécifications.
« Fournisseur »	Désigne la personne ou l'entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou entités) présentant une soumission en réponse à cette DAMA publiée par le Canada. Ce terme n'inclut pas la société mère, les filiales ou les autres sociétés affiliées du fournisseur ni ses sous-traitants.
« Fournisseur de services d'infonuagique (« FSI ») »	Signifie entité qui possède, opère et maintient l'infrastructure physique sur laquelle la solution est hébergé et à travers laquelle la solution est distribué. Un FSI peut aussi être l'éditeur de service-logiciel dans la mesure où ils hébergent et distribuent leurs propres solutions ou celles de tiers.
« Fuite d'information »	Incidents dans lesquels un renseignement est placé accidentellement dans un bien ou un système n'ayant pas l'autorisation de le traiter (p. ex. ITSG-33, IR-9).
« Incident de sécurité »	Désigne toute anomalie observable ou mesurable se rapportant à un bien et entraînant ou pouvant entraîner : (A) une violation des politiques de sécurité du Canada, d'une mesure de sécurité en particulier, des politiques ou des procédures de sécurité du fournisseur ou d'un de ses sous-traitants, ou de toute exigence des présentes obligations en matière de sécurité ou des obligations en matière de protection de la vie privée; (B) l'accès aux justificatifs d'un membre du personnel autorisé, aux justificatifs des utilisateurs finaux ou à des renseignements, ainsi que la modification ou l'exfiltration de ceux-ci, le tout sans autorisation.
« Infonuagique »	Modèle qui permet, de façon omniprésente, pratique et à la demande, l'accès réseau à un bassin partagé de ressources informatiques configurables (p. ex. réseaux, serveurs, stockage, applications et services) qui peuvent rapidement être fournies et mises à jour tout en exigeant très peu d'efforts de gestion ou de contacts avec le fournisseur de services.

« Infrastructure du fournisseur »	Toute infrastructure fournie par le fournisseur ou un sous-traitant ultérieur de celui-ci qui est nécessaire à l'utilisation continue et au maintien des services.
« Infrastructure IaaS »	Infrastructure gérée par le fournisseur (ou un sous-traitant du fournisseur) dans l'objectif d'offrir un service IaaS (p. ex. centre de données, réseautage, stockage, serveurs, plateforme de virtualisation). Cela comprend également les systèmes, le matériel et les logiciels servant à gérer, à exploiter et à offrir une infrastructure IaaS.
« Infrastructure PaaS »	Infrastructure gérée par le fournisseur (ou un sous-traitant du fournisseur) dans l'objectif d'offrir un service PaaS (p. ex. centre de données, réseautage, stockage, serveurs, plateforme de virtualisation, système d'exploitation, intergiciel, Runtime). Cela comprend également les systèmes, le matériel et les logiciels servant à gérer, à exploiter et à offrir une infrastructure PaaS.
« Infrastructure SaaS »	Infrastructure gérée par le fournisseur (ou un sous-traitant du fournisseur) dans l'objectif d'offrir un service SaaS (p. ex. centre de données, réseautage, stockage, serveurs, plateforme de virtualisation, système d'exploitation, intergiciel, Runtime, données, applications). Cela comprend également les systèmes, le matériel et les logiciels servant à gérer, à exploiter et à offrir une infrastructure SaaS.
« jour ouvrable du gouvernement fédéral »	Est défini comme étant du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h, heure normale de l'Est, excluant les jours fériés observés par le Canada.
« Lieu de prestation du service »	Toute installation ou tout site ou endroit que le fournisseur ou qu'un sous-traitant ultérieur du fournisseur possède, loue, fournit ou occupe autrement et à partir duquel le fournisseur ou tout sous-traitant ultérieur du fournisseur fournit des services.
« Logiciel » Programme	Informatique, micro logiciel, routine, code, instruction, script, macro, programmation d'application ou autre interface, outil, définition de l'affichage d'un document, bibliothèque d'objets, outil logiciel ou autre instruction ou ensemble d'instructions à suivre pour du matériel ou un autre logiciel, que ce soit en code source ou en code objet, exprimé dans un seul ou dans la totalité des langages, y compris des interfaces programme-homme intégrées, SQL et d'autres langages d'interrogation, langage HTML et d'autres langages de balisage informatiques.
« Nuage public »	Signifie que l'infrastructure cloud est mise à disposition pour une utilisation ouverte par le grand public. Il peut être détenu, géré et exploité par une entreprise, un universitaire ou un organisme gouvernemental, ou une

	combinaison de ces derniers. Il existe dans les locaux du fournisseur de cloud.
« Offert sur le marché »	Désigne un produit ou un service que le public peut se procurer pour l'utiliser ou le consommer et qui ne nécessite aucune modification ou maintenance particulière au cours de son cycle de vie.
« Partie »	Signifie le Canada, l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » signifie l'ensemble d'entre eux.
« Prix du contrat »	Désigne le montant indiqué dans le contrat et devant être payé à l'entrepreneur pour l'exécution des travaux prévus, sans tenir compte des taxes applicables.
« Produit livrable » ou « produits livrables »,	Lorsqu'ils sont utilisés de façon générique, désigne toute partie distincte des travaux à exécuter pour le Canada.
« Registre des incidents de sécurité »	Désigne tout incident, avis ou alerte qu'un dispositif, un système ou un logiciel peut techniquement produire en ce qui concerne son état, ses fonctions et ses activités. Les registres des incidents de sécurité ne se limitent pas aux dispositifs de sécurité; ils s'appliquent à tous les dispositifs, systèmes et logiciels ayant techniquement la capacité de produire des registres sur les incidents pouvant être utilisés dans les enquêtes sur la sécurité, les vérifications et les activités de surveillance. Voici une liste non exhaustive d'exemples de systèmes pouvant produire des registres des incidents de sécurité : pare-feu, systèmes de prévention d'intrusion, routeurs, commutateurs, filtrage de contenu, registres du flux de trafic d'un réseau, réseaux, services d'authentification, services de répertoire, protocoles DHCP, systèmes DNS, plateformes matérielles, plateformes de virtualisation, serveurs, systèmes d'exploitation, serveurs Web, bases de données, applications, pare-feu à couche application (couche 7).
« Renseignements »	La totalité des données du Canada, ce qui peut comprendre des renseignements personnels; s'entend de tout élément de données individuel des données du Canada.
« Renseignements personnels »	Renseignements, quels que soient leur forme et leurs supports, concernant un individu identifiable, au sens de l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Il s'agit, par exemple, des renseignements relatifs à la race, à l'origine nationale ou ethnique, à la religion, à l'âge, à la situation de famille, à l'adresse, à l'éducation ainsi que les renseignements relatifs au dossier médical, au casier judiciaire, aux opérations financières et les antécédents professionnels. Les renseignements personnels comprennent aussi tout numéro ou symbole qui est propre à une personne, comme son numéro d'assurance sociale.

	Définition tirée du site Web de la législation (Justice) du gouvernement du Canada : https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-21/section-3.html
« Revendeur de valeur ajoutée (RVA) »	Signifie le fournisseur qui est la filiale, partenaire, revendeur de valeur ajoutée ou autres distributeurs de solution de logiciel-service. Cela n'inclut pas les éditeurs de logiciels, les SaaS ou les fournisseurs de services infonuagiques qui sont également un SaaS.
« Services »	Signifie : <ul style="list-style-type: none"> (a) accorder des droits d'utilisation sur les applications logicielles («solution (s)») identifiées au appendice fournies à une ou à plusieurs solutions fournies ou hébergées par l'entrepreneur; (b) fournir la documentation de la solution; (c) assurer la maintenance, la mise à niveau et la mise à jour de la ou des solutions; (d) gérer les incidents et les défauts pour s'assurer que la ou les solutions fonctionnent aux niveaux de service applicables.
« Services de démarrage rapide »	Signifie un ensemble défini de services comprenant éventuellement une formation essentielle sur les meilleures pratiques, l'architecture, le déploiement, l'intégration de la conception opérationnelle, l'évolutivité ou l'utilisation de la solution. Parfois également nommés « Jump Start Package » ou « Quick Start Guide ».
« Service IaaS »	Composantes d'une infrastructure de services axées sur le client et gérées par le Canada (en tant que client) (p. ex. systèmes d'exploitation, intergiciels, Runtime, données, applications, administration).
« Services infonuagiques publics »	<p>Les services infonuagiques publics font référence à un bassin partagé de modèles de services d'infonuagique configurables, offerts promptement et avec souplesse aux utilisateurs, à leur demande et en libre-service; ces services sont assurés par Internet depuis les serveurs du fournisseur, plutôt que depuis les serveurs installés dans l'établissement d'une entreprise.</p> <p>Les services infonuagiques publics ne comprennent pas les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) services gérés; (b) services de formation; (c) services infonuagiques privés ou offerts sur place; et

	(d) services professionnels ou services de consultation dépassant la portée des services de soutien publics habituellement offerts sur le marché.
« Service PaaS »	Désigne la capacité offerte au consommateur de se déployer sur l'infrastructure cloud ou des applications acquises créées à l'aide de langages de programmation, de bibliothèques, de services et d'outils pris en charge par le fournisseur.
« Services publics et Approvisionnement Canada » ou « Travaux publics et Services gouvernementaux Canada »	s'entendent du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, comme énoncé dans la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.
« Solution » ou « solution de logiciel-service (« SaaS ») »	Désigne l'application logicielle fournie selon un modèle de distribution SaaS dans lequel un fournisseur de services d'applications ou un fournisseur du service d'infonuagique met à la disposition des clients des applications logicielles hébergées de manière centralisée sur l'Internet, en leur donnant accès et en leur permettant d'utiliser une solution entièrement maintenue, automatiquement mise à jour et actualisée, des services d'assistance technique, ainsi qu'une infrastructure informatique physiquement et électroniquement sécurisée, le tout inclus dans le service d'abonnement.
« Soumission »	Désigne les documents que le fournisseur soumet en réponse à la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement.
« Sous-traitant »	Toute personne à qui le fournisseur confie en sous-traitance la prestation des services du fournisseur, en tout ou en partie.
« Sous-traitant ultérieur »	Personne physique ou morale, autorité publique, organisme ou autre organisation effectuant le traitement des données personnelles au nom d'un contrôleur des données, le Canada.
« spécifications »	Désigne la description des exigences essentielles, fonctionnelles ou techniques des services dans l'annexe D – Accord de niveau de service, et l'annexe O – Droits d'utilisation du logiciel, y compris les procédures permettant de déterminer si les exigences ont été satisfaites.
« Système »	Toute combinaison de matériel et de logiciel, y compris toute ligne de communication ou tout périphérique réseau servant à assurer la liaison entre cette combinaison de matériel et de logiciel se rapportant aux services.

« Taux d'escompte »	S'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
« Taux moyen »	Désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement.
« Taxes applicables »	S'entend de la taxe sur les produits et services (TPS), de la taxe de vente harmonisée (TVH) et de toute taxe provinciale, payable par le Canada, selon la loi, comme la taxe de vente du Québec (TVQ) en date du 1 ^{er} avril 2013.
« Travaux »	Tous les efforts déployés pour produire un produit livrable ou pour accomplir ou fournir un service que le fournisseur doit offrir aux termes du Contrat.
« Utilisateur »	Désigne tout individu, ou processus système agissant au nom d'un individu, autorisé par le Canada à accéder aux services.
« Utilisateur final »	Le terme "utilisateur final" désigne le consommateur d'un bien ou d'un service.

APPENDICE C – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

(Remarque à l'intention de l'autorité contractante: Appendice C ne s'applique qu'aux exigences protégées contre le volet 1, le volet 2 et le volet 3 de la DAMA, et peut autrement être supprimée si l'on poursuit avec une exigence non classifiée contre le volet 4 de la DAMA)

Obligations en matière de sécurité

Les obligations du fournisseur contenues dans les présentes Obligations de sécurité doivent être transférées par le fournisseur aux Sous-traitants du Fournisseur, dans la mesure applicable à chaque Sous-traitant du fournisseur, étant donné la nature des services qu'il fournit au fournisseur.

1. Gestion du changement

- (a) Le fournisseur doit, pendant toute la durée du Marché, prendre toutes les mesures nécessaires, par l'entremise des Procédures de gestion du changement de mettre à jour et de maintenir les exigences en matière de sécurité au besoin pour se conformer aux pratiques de sécurité des normes de l'industrie, pourvu que si ces modifications peuvent raisonnablement être apportées sans ressources additionnelles, le fournisseur doit les effectuer sans frais additionnels pour le Canada (c.-à-d. au moyen d'un ordre de modification à coût nul).
- (b) Le fournisseur doit accepter d'informer le Canada de toutes les améliorations qui pourraient avoir une incidence sur les services dans le contrat, y compris les améliorations techniques, administratives ou tout autre type d'améliorations. Le fournisseur accepte d'offrir toutes les améliorations qu'il offre à ses clients en général dans le cadre de son service régulier, sans appendice pour le Canada.

2. Reconnaissance

Les parties reconnaissent que :

- (a) Tous les biens et les actifs d'information sont assujettis à ces obligations en matière de sécurité.
- (b) Nonobstant toute autre disposition de la présente annexe, les parties partagent la responsabilité de l'élaboration et du maintien des politiques, des procédures et des contrôles de sécurité relatifs aux biens et aux actifs d'information.

3. Transfert et récupération des données

Le fournisseur (palier 1 et 2) doit, à la demande du Canada :

- (a) Extraire toutes les ressources d'information en ligne, presque en ligne et hors ligne, y compris, mais sans s'y limiter, les bases de données, le stockage d'objets et de fichiers, les configurations de systèmes, les journaux d'activités infonuagiques, le code source hébergé dans un dépôt de codes Canada, et des configurations de réseau permettant au client d'utiliser ces instructions pour migrer d'un environnement à un autre;
- (b) Transfert sécurisé de tous les actifs d'information, y compris les métadonnées, dans un format lisible et utilisable par machine acceptable pour le Canada, conformément aux Lignes directrices

sur les formats de fichier à utiliser pour transférer des ressources documentaires à valeur continue de Bibliothèque et Archives Canada (<https://www.bac-lac.gc.ca/fra/services/gestion-ressources-documentaires-gouvernement/lignes-directrices/Pages/lignes-directrices-formats-fichier-transferers-ressources-documentaires.aspx>).

4. Disposition des dossiers et remise des dossiers au Canada

- (a) Le fournisseur (palier 1 et 2) doit, sur demande, éliminer ou réutiliser en toute sécurité les ressources (p. ex. l'équipement, le stockage de données, les fichiers et la mémoire) qui contiennent des actifs informationnels et s'assurer que les données précédemment stockées ne sont pas accessibles à d'autres clients après leur diffusion. Cela touche toutes les copies des actifs d'information qui sont créées aux fins de disponibilité accrue et de reprise après sinistre. L'élimination ou la réutilisation des ressources par le fournisseur doit être harmonisée à l'un des documents suivants : (i) Manuel d'utilisation du Programme national de sécurité industrielle (DoD 5220.22-M6); (ii) Lignes directrices pour l'assainissement des supports (NIST SP 800-88); ou (iii) Effacement et dé-classification des supports d'information électroniques (CSTC ITSG-06).
- (b) Le fournisseur doit fournir des preuves démontrant qu'il a réussi à effacer, à purger ou à détruire toutes les ressources, selon le cas, et qu'il est en mesure d'empêcher le rétablissement de tout système, de toute capacité (logiciel ou processus), de toute donnée ou de toute information retirés ou détruits après leur retrait de l'instance du Canada.

5. Surveillance continue

- (a) Le fournisseur doit continuellement gérer, surveiller et maintenir la posture de sécurité de tous les biens, de l'infrastructure du fournisseur et des emplacements de service pendant toute la durée du contrat, et s'assurer que les services fournis au Canada sont conformes aux présentes obligations en matière de sécurité. Dans le cadre de l'obligation, l'entrepreneur doit:
 - (i) surveiller activement et continuellement les menaces et les vulnérabilités pesant sur les actifs, l'infrastructure du fournisseur, les emplacements de service ou les actifs d'information;
 - (ii) faire de son mieux pour prévenir les attaques au moyen de mesures de sécurité comme les protections contre le refus de service;
 - (iii) faire de son mieux pour détecter les attaques, les incidents de sécurité et autres événements anormaux;
 - (iv) déterminer l'utilisation et l'accès non autorisés de tout service de nuage public, des données et des composants pertinents pour la solution d'infrastructure en tant que service (IaaS), de plateforme en tant que service (PaaS) ou de logiciel en tant que service (SaaS) du Canada;
 - (v) gérer et appliquer les correctifs et les mises à jour liés à la sécurité en temps utile et de manière systématique afin d'atténuer les vulnérabilités et de remédier à tout problème

signalé publiquement dans les services en nuage public ou les bibliothèques que la solution utilise, et fournir des avis préalables sur les correctifs conformément aux engagements de niveau de service convenus;

- (vi) répondre aux menaces et aux attaques contre les services du fournisseur, les contenir et veiller à la récupération; et
 - (vii) au besoin, prendre des contre-mesures proactives, y compris, des mesures préventives et d'intervention permettant d'atténuer les menaces.
- (b) Les services d'infonuagique publics de l'entrepreneur doivent permettre la copie des données d'application du gouvernement du Canada (pour IaaS, PaaS et SaaS) et le trafic réseau du gouvernement (pour IaaS et PaaS) des services infonuagiques et de les acheminer vers un emplacement prédéterminé (en nuage ou dans les locaux du gouvernement).

6. Notifications

- (a) Le fournisseur doit fournir :
- (i) Une notification en temps utile de toute interruption susceptible d'avoir un impact sur la disponibilité et le rendement du service (comme convenu par les parties et inclus dans l'énoncé des besoins ou l'accord de niveau de service);
 - (ii) des bilans réguliers au sujet des procédures de restauration des services à un état opérationnel selon les ENS et les exigences en matière de disponibilité du système convenues, sous forme d'alertes transmises avant et après la mise en œuvre;
 - (iii) des alertes, des avis et des directives de sécurité liés au système d'information, par courriel, pour les vulnérabilités qui constituent une menace pour les services.

7. Intervention en cas d'incident de sécurité

- (a) Si le fournisseur prend connaissance d'une violation de la sécurité entraînant la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée des données ou l'accès accidentel ou illégal aux données du client ou des données personnelles du client pendant le traitement par le fournisseur (chacun étant un « incident de sécurité »), le fournisseur doit rapidement et sans tarder (i) informer le Canada de cet incident de sécurité; (ii) mener une enquête et fournir des renseignements détaillés sur cet incident de sécurité; (iii) prendre les mesures raisonnables pour atténuer les effets et les dommages découlant de l'incident de sécurité.
- (b) Le fournisseur doit alerter et aviser promptement le Canada (par téléphone et par courriel) de toute compromission, de toute violation ou de toute preuve comme (i) un incident de sécurité, (ii) une défectuosité liée à la sécurité d'un actif, (iii) l'accès irrégulier ou non autorisé à un actif, (iv) la copie à grande échelle d'un actif d'information ou (v) toute autre activité illégale recensée par le fournisseur, portant ce dernier à croire de manière raisonnable que le risque de compromission, d'atteinte à la sécurité ou à la vie privée est ou pourrait être imminent, ou si les mesures de

protection existantes ont cessé de fonctionner, au cours de la période suivante (tous les jours, 24 heures par jour, 365 jours par année), et sans tarder, dans tous les cas, dans les 24 heures.

- (c) Le fournisseur doit collaborer avec le Canada au confinement, à l'éradication et à la récupération des incidents de sécurité conformément au processus d'intervention en cas d'incident de sécurité du fournisseur et au Plan de gestion des événements de cyber sécurité du gouvernement du Canada (PGEC GC) (<https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/securite-confidentialite-ligne/gestion-securite-identite/plan-gestion-evenements-cybersecurite-gouvernement-canada.html>). . Notamment :

- (i) ne permettre qu'aux représentants désignés du Canada :
1. Demander et recevoir des informations associées à l'incident de sécurité et à tout actif informationnel compromis (y compris des données d'utilisateur, des journaux d'événements de système/sécurité, des captures de paquets de réseau ou d'hôte, des journaux de composants de sécurité tels que des systèmes de détection d'intrusion ou systèmes de protection d'intrusion, pare-feux, etc;
 2. d'assurer le suivi de l'état d'un événement signalé lié à la sécurité de l'information ou d'un incident de sécurité.
- (ii) d'appuyer les efforts d'enquête du Canada dans le cas de toute compromission des utilisateurs ou des données du service relevé.

- (d) Le fournisseur doit de plus :

- (i) tenir un registre des violations de la sécurité comprenant une description de la violation de la sécurité, la durée, les conséquences de la violation, le nom de la personne ayant signalé la violation, et la personne à qui la violation a été signalée, et la procédure pour récupérer les données ou le service; et
- (ii) assurer le suivi ou permettre au Canada d'assurer le suivi des divulgations d'actifs et de renseignements, y compris les données qui ont été divulguées, à qui, et à quel moment.

8. Preuve électronique et mises en suspens pour raisons juridiques

Le fournisseur doit (et doit, dans la mesure où cela s'applique compte tenu de la nature des services sous-traités fournis par chaque sous-traitant du fournisseur, exiger des sous-traitants qu'ils prennent des mesures raisonnables pour) s'assurer que les services offrent des fonctions de communication de la preuve électronique et de mises en suspens pour raisons juridiques pour les journaux des événements de sécurité afin de permettre au Canada de mener rapidement et efficacement des enquêtes de sécurité et de répondre aux demandes des tribunaux en matière de mises en suspens pour raisons juridiques.

9. Mise à l'essai de l'évaluation de sécurité

- (a) L'entrepreneur doit disposer d'un processus qui permet d'effectuer une analyse des vulnérabilités ou un test d'intrusion non perturbateur et non destructif de la partie canadienne des composantes de la

solution dans l'environnement de l'entrepreneur. Cela comprend la capacité de réaliser des analyses internes et externes périodiques liées à l'emplacement où se trouvent les données du gouvernement du Canada et, si des changements importants sont apportés à la plateforme principale, de détecter toute vulnérabilité potentielle du système liée à l'emplacement où se trouvent les données du gouvernement du Canada grâce à :

- (i) des analyses des vulnérabilités;
 - (ii) des analyses d'applications web;
 - (iii) des tests d'intrusion.
- (b) L'entrepreneur doit établir, en lien avec la solution, un plan d'action avec des étapes clés documentant toute mesure corrective prévue pour corriger les faiblesses ou les lacunes au niveau de la plateforme principale en vue de réduire ou d'éliminer les vulnérabilités connues du système et celles qui pourraient toucher le fonctionnement de l'emplacement où se trouvent les données du gouvernement du Canada.
- (c) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les résultats des tests de la plateforme globale, de même que les documents associés au plan d'action et aux étapes clés aux fins de planification et d'examen.

10. Sous-traitants

- (a) L'entrepreneur doit fournir une liste des sous-traitants secondaires qui pourraient être utilisés pour fournir au Canada les services dans les nuages. La liste doit comprendre les renseignements suivants : i) le nom du sous-traitant; ii) la détermination des activités de qui seraient accomplies par le sous-traitant; et iii) le pays (ou les pays) où le sous-traitant exécuterait les activités requises pour appuyer les services infonuagiques publics.
- (b) L'entrepreneur doit fournir une liste des sous-traitants dans les dix jours suivant la date d'attribution du contrat. L'entrepreneur doit aviser le Canada (en mettant à jour le site Web et en fournissant au client un mécanisme lui permettant d'obtenir un avis lié à cette mise à jour) au sujet de tout nouveau sous-traitant au moins 14 jours avant de fournir aux sous-traitants l'accès aux données du client ou aux données personnelles.

11. Gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement

- (a) L'entrepreneur doit prendre des mesures de sécurité pour atténuer les menaces et les vulnérabilités associées à la chaîne d'approvisionnement des services de TI en vue de préserver la confiance en ce qui concerne la sécurité des sources des systèmes d'information et les composants de TI servant à offrir les logiciels-services. En font notamment partie la conception et la mise en œuvre de contrôles visant à atténuer et à contenir les risques liés à la sécurité des données par une séparation adéquate des tâches, un accès établi selon les fonctions des utilisateurs et un accès qui suit le principe du privilège minimal pour tout le personnel au sein de la chaîne d'approvisionnement.

- (b) Si applicable, l'entrepreneur doit adopter une approche pour la gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement, ce qui comprend la préparation d'un plan de gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement qui concorde avec l'une des pratiques exemplaires suivantes décrites aux ID des exigences obligatoires O7 du palier 1 (Gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement) et O11 du palier 2 de l'annexe A, Exigences de qualification.
- (c) Dans les 90 jours suivant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit :
 - (a) Fournir un compte rendu indiquant que l'approche et le plan de gestion des risques liés à la chaîne d'approvisionnement ont été évalués indépendamment et validés par un tiers indépendant certifié selon les exigences de l'AICPA, de CPA Canada ou du régime de certification ISO.

OU

- (b) Fournir au Canada une copie du plan de gestion des risques liés à la chaîne d'approvisionnement sur une base annuelle ou sur demande.

Dans le cas où l'entrepreneur est un éditeur SaaS utilisant un fournisseur IaaS approuvé par le gouvernement du Canada qui se conforme déjà aux exigences de la section 11 – Gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement, dans les 90 jours suivant l'attribution du contrat, l'éditeur SaaS utilisant un fournisseur IaaS approuvé doit fournir une liste de produits de technologie de l'information et de la communication (TIC) qui décrit l'équipement TIC qui est déployé dans l'environnement du fournisseur IaaS approuvé pour un examen de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. Cet examen de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement sera effectué au plus tôt tous les trois ans.

12. Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement en cours

- (a) Les parties reconnaissent que, dans le cadre du présent contrat, le Canada considère la sécurité comme un facteur crucial et qu'une évaluation continue des logiciels-services sera nécessaire tout au long de la période visée par le contrat.
- (b) Les parties reconnaissent que le Canada se réserve le droit d'examiner le logiciel-service natif de tout entrepreneur, en tout ou en partie, en tout temps, par souci d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. Cette reconnaissance n'oblige pas l'entrepreneur à participer à l'évaluation de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement.
- (c) Tout au long du contrat, l'entrepreneur doit transmettre au Canada des renseignements sur toute violation des données du réseau de l'entrepreneur dont il a connaissance, qui amène a) un accès illégal au contenu du Canada emmagasiné sur le matériel informatique ou dans les installations de l'entrepreneur ou b) un accès non autorisé à ce matériel ou à ces installations lorsque, dans un cas comme dans l'autre, cet accès provoque une perte, une divulgation ou une modification du contenu du Canada relativement au transfert de propriété ou aux logiciels-services prévus par le présent contrat, qui compromettrait l'intégrité, la confidentialité, le contrôle des accès, la disponibilité, l'uniformité ou les mécanismes de vérification du système, des données ou des applications du Canada.

13. Changement de contrôle

- (a) Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'un changement de contrôle affectant l'entrepreneur (soit à l'entrepreneur lui-même, soit à l'un de ses parents, jusqu'au propriétaire final) peut être préjudiciable à la sécurité nationale, le Canada peut résilier le contrat sur une «Sans faute» en fournissant un avis à l'entrepreneur dans les 90 jours civils suivant la réception de l'avis de l'entrepreneur concernant le changement de contrôle. Le Canada ne sera pas tenu de fournir ses raisons de résilier le CONTRAT en relation avec le changement de contrôle, si le Canada détermine à sa discrétion que la divulgation de ces raisons pourrait elle-même porter atteinte à la sécurité nationale.
- (b) Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'un changement de contrôle affectant un sous-traitant (que ce soit le sous-traitant lui-même ou l'un de ses parents, jusqu'au propriétaire final) peut être préjudiciable à la sécurité nationale, le Canada avisera l'entrepreneur par écrit de sa détermination. Le Canada ne sera pas tenu de motiver sa décision si le Canada détermine à sa discrétion que la divulgation de ces raisons pourrait elle-même porter atteinte à la sécurité nationale. L'entrepreneur doit, dans les 30 jours civils suivant la réception de la décision du Canada, prendre des dispositions pour qu'un autre sous-traitant, acceptable pour le Canada, fournisse la partie des services cloud fournie par le sous-traitant existant (ou l'entrepreneur doit livrer cette partie des services cloud lui-même). Si l'entrepreneur ne le fait pas dans ce délai, le Canada sera en droit de résilier le contrat sans faute en fournissant un avis à l'entrepreneur dans les 120 jours civils suivant la réception de l'avis original de l'entrepreneur concernant le changement de contrôle.
- (c) Dans le présent article, la résiliation sans faute signifie qu'aucune des parties ne sera responsable envers l'autre à l'égard du changement de contrôle et de la résiliation qui en résulte, et le Canada ne sera responsable que du paiement des services reçus. jusqu'à la date effective de la résiliation.
- (d) Malgré ce qui précède, le droit du Canada de résilier sans faute ne s'appliquera pas aux circonstances dans lesquelles il y a une réorganisation interne qui n'affecte pas la propriété de la société mère ultime ou de la société mère de l'entrepreneur ou du sous-traitant, selon le cas; autrement dit, le Canada n'a pas le droit de résilier le CONTRAT en vertu du présent article lorsque l'entrepreneur ou le sous-traitant continue, en tout temps, d'être contrôlé, directement ou indirectement, par le même propriétaire final.

APPENDICE D - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

(Remarque à l'intention de l'autorité contractante: Appendice D ne s'applique qu'aux exigences protégées contre le volet 1, le volet 2 et le volet 3 de la DAMA, et peut autrement être supprimée si l'on poursuit avec une exigence non classifiée contre le volet 4 de la DAMA)

1. Demandes de propriété des données et de confidentialité

- (a) Les données du client, y compris toutes les informations personnelles (PI), seront utilisées ou autrement traitées uniquement pour fournir les services, y compris à des fins compatibles avec la fourniture des services. L'entrepreneur ne doit en aucun cas utiliser ou traiter de données Canada ou en tirer des informations à des fins publicitaires ou à des fins commerciales similaires. Entre les parties, le client conserve tous les droits, titres et intérêts relatifs aux données du client. L'entrepreneur n'acquiert aucun droit dans les données du Canada, autres que les droits que le client accorde à l'entrepreneur pour fournir la solution au client.
- (b) Toutes les données que l'entrepreneur stocke, héberge ou traite au nom du Canada demeurent la propriété du Canada. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir des enregistrements de renseignements personnels dans les cinq jours ouvrables du gouvernement fédéral (ou sept jours ouvrables du gouvernement fédéral, s'il doit être récupéré à partir d'une sauvegarde/réplication hors site) dans un document Word ou Excel lisible.

2. Aider à la réalisation de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée du Canada (EFVP)

À la demande du responsable technique, l'entrepreneur doit aider le Canada à créer une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée conformément à la Directive du Conseil du Trésor sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18308>) en aidant le Canada avec les documents justificatifs, y compris une ÉFVP de base pour le Canada fournie par l'entrepreneur. L'entrepreneur accepte de fournir ce soutien dans les dix jours ouvrables suivant une demande ou dans un délai convenu par les parties en fonction de la complexité de la demande présentée par le Canada.

3. Atteinte à la vie privée

- (a) L'entrepreneur doit alerter et informer promptement le responsable technique (par téléphone et par courriel) de toute compromission, violation ou tout élément de preuve la laissant croire raisonnablement que le risque de compromission, ou de violation, est imminent, ou pourrait l'être, ou si les garanties existantes ont cessé de fonctionner, pendant la période suivante (7 jours x 24 heures x 365 jours) et dans les limites des engagements de niveau de service détaillés dans l'Annexe D applicable - Accords sur les niveaux de service.
- (b) Si l'entrepreneur prend connaissance d'une violation de la sécurité entraînant la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée ou l'accès accidentel ou illégal à des données sur le client ou à des informations personnelles lors du traitement par l'entrepreneur (chacun étant un «incident de sécurité»), le contractant doit promptement et sans retard indu:
 - (i) je. informer le Canada de l'incident de sécurité;

- (ii) enquêter sur l'incident de sécurité et fournir au Canada des informations détaillées sur l'incident de sécurité; et
 - (iii) prendre des mesures raisonnables pour atténuer les effets et minimiser les dommages résultant de l'incident de sécurité.
- (c) L'entrepreneur doit:
 - (i) Conserver un registre des violations de la sécurité avec une description de la violation, la période, les conséquences de la violation, le nom du journaliste et le destinataire de la violation, ainsi que la procédure de récupération des données; et
 - (ii) Assurer le suivi, ou permettre au Canada d'assurer le suivi, des divulgations de données canadiennes, y compris les données qui ont été divulguées, à qui, et à quel moment.

APPENDICE E – FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE (AT)					
Entrepreneur		Numéro de contrat :			
No d'engagement		Code financier :			
No d'autorisation de tâche (modification):		Date d'émission :	Réponse au plus tard le :		
1. Énoncé des travaux (activités, attestations et livrables)					
Voir ci-joint l'énoncé des travaux et les attestations requises.					
2. Période des services :	De (DATE) :		A (DATE) :		
3. Emplacement des travaux :					
4. Exigences de déplacement :					
5. Exigences linguistiques :					
6. Autres conditions/contraintes :					
7. Niveau d'attestation de sécurité exigé pour le personnel de l'entrepreneur :					
8. Réponse de l'entrepreneur :					
CATÉGORIE ET NOM DE LA RESSOURCE PROPOSÉE	NUMÉRO DE DOSSIER SÉCURITÉ SPAC	DE DE	TAUX QUOTIDIEN	NOMBRE ESTIMATIF DE JOURS	COÛT TOTAL

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE (AT)				
Coût estimatif				
Taxes applicables				
Total du coût de main-d'œuvre				
Total des frais de déplacement et de subsistance				
Prix ferme ou prix maximum de l'AT				
Signature de l'entrepreneur				
Nom, titre et signature de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur (en caractères d'imprimerie) _____		Signature: _____ Date: _____		
Approval – Signing Authority Approbation - Pouvoir de signature				

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE (AT)**Signatures (client)**

Nom, titre et signature de la personne autorisée à signée :

Responsable technique :

Date:

Signatures (SPAC)

Autorité contractante :

Date:

Vous êtes tenu de vendre à sa Majesté la Reine du Chef du Canada, conformément aux modalités établies ou mentionnées dans la présente ou ci-jointes, les services énumérés dans les présente et dans les documents ci-joints, aux prix établis.

APPENDICE F – LVERS RELATIVE AUX LOGICIELS-SERVICES

(Insérer s'il y a lieu)

Remarque aux entrepreneurs : Des niveaux de sécurité différents ou supplémentaires peuvent s'appliquer aux clients utilisant l'arrangement en matière d'approvisionnement ou à leurs exigences de travail, par exemple, des autorisations de sécurité pour les fournisseurs ou les ressources des fournisseurs. Pour tous les contrats émis dans le cadre d'un AMA, les clients doivent soumettre leur LVERS au Programme de sécurité des contrats: TPSGC.SILVERS-ISSSRCL.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca avant l'attribution du contrat. L'autorité contractante doit faire référence à la DAMA - Méthode d'approvisionnement SaaS (GC Cloud) (EN578-191593/F) lors de la soumission de la LVERS au programme de sécurité des contrats. Si un contrat attribué dans le cadre d'un arrangement en matière d'approvisionnement comporte des niveaux de sécurité différents ou supplémentaires, ils seront inclus dans l'appendice F (LVERS pour SaaS) et l'appendice G (Guide de classification de sécurité) du contrat.

APPENDICE G – GUIDE DE CLASSIFICATION DE SÉCURITÉ

(Insérer s'il y a lieu)

Remarque aux entrepreneurs : Des niveaux de sécurité différents ou supplémentaires peuvent s'appliquer aux clients utilisant l'arrangement en matière d'approvisionnement ou à leurs exigences de travail, par exemple, des autorisations de sécurité pour les fournisseurs ou les ressources des fournisseurs. Si un contrat attribué dans le cadre d'un arrangement en matière d'approvisionnement comporte des niveaux de sécurité différents ou supplémentaires, ils seront inclus dans l'appendice F (LVERS pour SaaS) et l'appendice G (Guide de classification de sécurité) du contrat.